SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 10 JUIN 1836.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à la perte du grade des Officiers de l'armée.

MESSIEURS,

La garantie, voulue par l'article 118 de la Constitution pour l'avancement et la position des officiers, ayant été établie dans les deux lois dont le rapport vous a été soumis, votre Commission, d'après l'article 124 portant : « Les militaires ne peuvent être privés de leurs grades, honneurs et pensions, que de la manière déterminée par la loi, » a été convaincue qu'il devenait nécessaire qu'une loi vînt en poser les conditions, en faisant connaître à l'officier les devoirs qui lui sont imposés.

Mais si garantie se trouve acquise pour l'officier, il devient aussi urgent que le Gouvernement ne se trouve pas désarmé en présence de l'indiscipline, de l'insubordination, de la mauvaise conduite.

Votre Commission a pensé qu'il serait superflu de vous rappeler toutes les raisons puissantes qui militent pour qu'une loi soit émanée sur la matière.

Personne de vous n'ignore que les masses indisciplinées, sans subordination, malgré leur courage, sont plus nuisibles qu'avantageuses contre des armées bien organisées, subordonnées et instruites de la tactique militaire; que l'honneur, la dignité sont les conditions inséparables de la noble profession des armes, et que sans elles les armées dégénèrent en masses sans frein et dangereuses.

Pour éviter ces graves inconvénients et pour protéger l'honneur militaire, il convenait de prescrire les moyens les plus propres pour les écarter sans livrer l'officier à l'arbitraire et aux caprices de ses chefs. Ce sont ces moyens que la loi consacre, en déterminant les différentes circonstances dans lesquelles l'officier, manquant à cet honneur, à cette dignité, à la discipline, à la subordination, pourra être privé ou suspendu de son grade et en établissant la forme dans laquelle cette privation, cette suspension pourront s'effectuer, donnant à l'inculpé la plus grande garantie possible, le mettant sous l'égide de la justice, de l'équité et en présence de ses compagnons d'armes.

Votre Commission, s'étant pénétrée du principe de la loi, a passé à l'examen des articles dont je vais avoir l'honneur de vous donner l'analyse :

L'article 1^{er} consacre le principe que l'officier de tout grade, soit en activité, en disponibilité, en non activité ou en réforme, pourra être privé de son grade, de son traitement, et en désigner les causes.

Cette désignation a paru, à votre Commission, bien établie.

Le 1^{er} paragraphe disant pour faits graves, etc., éloigne de la loi tous les cas spéciaux qui pourraient jeter un blâme sur l'armée, faisant supposer qu'elle se livre à des excès déshonorans; elle était aussi nécessaire, parce qu'il existe plusieurs cas non prévus par les lois militaires, qui pourraient cependant être répréhensibles.

Le 2^o paragraphe n'a donné lieu à aucune observation; il ne peut être permis à qui que ce soit et encore moins à un officier qui jouit de la confiance du Gouvernement, d'attaquer hostilement et publiquement les lois politiques de la monarchie constitutionnelle, et la personne du Roi.

Les paragraphes 3 et 4 n'ont donné sujet à aucune remarque.

Art. 2.

Est réglementaire; il détermine le cas où l'enquête devra avoir lieu, en assignant l'endroit où elle devra être faite. Il n'a pas soulevé d'observations.

Art. 3.

Désigne, d'après le tableau annexé au présent projet de loi, et selon les différens grades, le nombre des membres indispensables pour former un Conseil d'enquête. Il prévoit la possibilité qu'il n'y eût pas sept généraux de division dans l'armée, et dans cette prévision, il laisse la faculté du choix de deux généraux de brigade pour compléter le Conseil d'enquête. Il fait aussi concourir les officiers de l'intendance et du service de santé, chacun dans son grade assimilé respectif au tirage au sort pour la formation d'un Conseil d'enquête, lorsqu'il s'agira d'un pareil Conseil contre un d'eux d'après le tableau annexé au présent projet de loi.

Art. 4.

N'a pas donné matière à observation. Il a paru rationnel à votre Commission que les parens de l'inculpé jusqu'au degré de cousin issu de germain fussent exclus du Conseil d'enquête, ainsi que l'officier sur le rapport duquel la poursuite a lieu.

Il en est de même pour l'obligation imposée à tout conseiller qui saurait cause de récusation en sa personne de le déclarer au Conseil.

Art. 5.

Renfermant la disposition qui laisse à l'inculpé et à l'auditeur le droit de récusation de deux membres du conseil d'enquête, a paru juste à votre Commission, surtout en admettant la condition de ne pouvoir motiver cette récusation; il détermine aussi le moment où elle devra avoir lieu.

Art. 6.

N'est que réglementaire; il désigne le mode de la convocation des membres du conseil d'enquête pour les officiers-généraux et supérieurs par le Ministre de la Guerre, et pour les autres officiers par les généraux commandant les divisions de l'armée ou par les commandans de province.

(3)

Art. 7.

Donne l'assurance à l'officier inculpé qu'aucune intrigue, aucune préférence ne pourront avoir lieu pour le choix des membres du conseil d'enquête, ce choix étant livré au tirage au sort et devant se faire publiquement, d'après une liste de tous les officiers en activité dans chacune des divisions de l'armée.

Art. 8.

N'a pas donné sujet à observations, étant la reproduction de l'article 7, pour la formation de la liste de tous les officiers-généraux et supérieurs de l'armée pour le conseil d'enquête concernant les susdits grades.

Art. 9.

Désigne le mode réglementaire pour la direction du Conseil d'enquête. Votre Commission vous en propose l'adoption avec d'autant plus de sécurité que, par l'article 10, l'inculpé a la faculté de se faire assister par un conseil.

Art. 10.

Trace les obligations du conseil d'enquête, en laissant à l'inculpé toute latitude pour sa défense, met les membres du conseil dans la position la plus indépendante pour énoncer leur opinion, l'avis à émettre devant se donner au scrutin secret.

Il établit aussi que l'officier ne pourra jamais être condamné, si les faits, pour lesquels il est inculpé, ne sont reconnus constans par le conseil d'enquête et d'après l'article 1^{er} du présent projet de loi.

Art. 11.

A été adopté sans observations.

Art. 12.

Donne au Roi, comme chef de l'armée, le droit de prononcer sur la perte ou suspension du grade; mais en accordant cette faculté, il laisse à l'inculpé une grande garantie, la condamnation ne pouvant être prononcée que d'après l'avis du conseil, sur le rapport du ministre de la guerre et les arrêtés royaux de retrait devant être motivés, ce qui donne à l'officier le moyen de vérifier par lui-même s'il a été justement condamné.

Art. 13.

N'a présenté aucune observation. Il était rationnel que les officiers de l'intendance et du service de santé faisant partie de l'armée fussent assujettis aux mêmes dispositions que les autres officiers, chacun dans l'assimilation du grade attaché à sa position.

Art. 14.

A été adopté sans observation.

(4)

Le tableau de la composition des Conseils d'enquête, d'après le grade de l'officier inculqué, a paru justifié et offre toute la garantie désirable à l'inculpé.

Votre Commission, trouvant dans le projet de loi dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir, l'accomplissement de l'article 124 de la constitution, ensemble le devoir imposé à la législature par l'article 139, vous propose à l'unanimité, par mon organe, son adoption.

Bruxelles, le 10 Juin 1836.

Le Chev. DE BOUSIES.

Ed. DE ROUILLÉ.

Le Comte DE LOOZ.

Le Baron J. DE POTESTA DE WALEFFES.

Le Baron DE PÉLICHY VAN HUERNE, Rapporteur.